

## **CETA : la démocratie bradée pour 2 euros. Agissons !**

<https://www.foodwatch.org/fr/accueil/>

*Le CETA, l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada, petit cousin du TAFTA, menace la démocratie, nos droits, notre santé, notre environnement ! **Nous disons NON au CETA.** Il n'est pas trop tard mais il y a urgence. Prochaine échéance le 15 février, date du vote au Parlement européen.*

Les responsables politiques français et européens sont en train d'essayer de faire passer en force cet accord, au mépris de nos droits. Si on les écoute : « Le CETA est un bon accord ». Si vous voulez vous aussi empêcher le CETA, nous pouvons, ensemble, défendre nos droits et résister contre ces attaques anti-démocratiques.

### **Le CETA « un bon accord » ? Voici pourquoi c'est faux en cinq points :**

1. L'enjeu du CETA est de s'attaquer aux « obstacles au commerce ». Comprenez : aux réglementations, y compris dans des domaines sensibles comme l'alimentation, l'environnement, la santé, ou encore les droits sociaux. Ce traité aura donc un impact durable sur notre vie quotidienne, bien au-delà des questions commerciales.
2. En donnant des pouvoirs exceptionnels aux multinationales, le CETA met en danger la capacité de nos institutions démocratiques à décider librement de politiques d'intérêt général : on risque la paralysie et un nivellement par le bas. Par exemple, un étiquetage plus complet des OGM ou l'interdiction de substances potentiellement dangereuses présentes dans l'agriculture et l'alimentation deviendraient quasiment impossible avec l'adoption de cet accord.
3. Le CETA offre la possibilité aux investisseurs étrangers d'attaquer les Etats devant des tribunaux d'arbitrage, au motif que des décisions politiques affecteraient leurs bénéfices, réels ou attendus. Le risque pour l'Etat d'être condamné à payer des dommages et intérêts peut le dissuader de prendre des décisions d'intérêt général pourtant importantes.
4. Le CETA ne s'arrête pas là et donne à un « comité » de personnes non élues voix au chapitre sur les réglementations en Europe et au Canada, sans légitimité démocratique. Les lobbies industriels, très influents, seront bien sûr très largement consultés par ce comité.



*Pour former un véritable contre-pouvoir citoyen, ensemble, et faire entendre votre voix contre le CETA, [rejoignez-nous](#) et soutenez les enquêtes et les actions de foodwatch.*

5. Mais cela n'est pas tout... Nous avons autrefois été protégés de la vache folle, du recours à certains antibiotiques en élevage, du bœuf aux hormones, grâce au **principe de précaution** inscrit dans nos textes européens. Or, il n'est pas du tout garanti dans le CETA ! C'est très grave car ce principe permet d'écarter du marché ce qui comporte un risque pour notre santé. Tout cela est sérieusement remis en question par cet accord. Quel peut être l'impact ?

- **Pesticides** : le CETA propose de s'aligner sur des normes de protection a minima, qu'il ne serait ensuite plus possible de changer ;
- **Perturbateurs endocriniens** : retards accumulés par la Commission européenne pour définir des critères d'évaluation de ces substances toxiques et prendre des décisions pour protéger notre santé ;
- **OGM** : foodwatch souhaite en Europe un étiquetage des sous-produits de l'élevage tels que le lait, les œufs ou la viande issus d'animaux nourris à l'aide d'aliments génétiquement modifiés. Avec le CETA, il deviendrait quasi impossible d'introduire un étiquetage plus exigeant. De même, il sera très difficile de faire interdire de nouveaux types d'OGM à l'avenir.

### **Un accord à deux balles**

Les risques du CETA sont importants mais les bénéfices promis restent très hypothétiques... La Commission européenne parle d'une hausse du produit intérieur brut (PIB) de moins de 2 euros par mois et par habitant d'ici 10 ans... Pourquoi sacrifier le principe de précaution et la démocratie pour 2 euros ?

Non, nous ne sommes pas « alarmistes » comme on nous le reproche parfois. Nous sommes très légitimement inquiets de l'impact d'un tel accord dit de commerce sur l'alimentation, la santé, l'environnement.

*Je vous le demande personnellement : pour organiser la résistance ensemble et défendre nos droits, pour dire non au CETA et à tout projet de traité commercial similaire, rejoignez-nous et [donnez-nous les moyens](#) d'agir avec votre soutien régulier.*

**Karine Jacquemart, Directrice générale de foodwatch France**